

**Décret n° 2001-731/PRES/PM/MJDH du 28 décembre 2001 (JON°05 2002)**

portant adoption de la politique et du Plan d'action et d'orientation pour la promotion et la protection des droits humains.

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2000-526/PRES du 6 novembre 2000 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2000-527 /PRES/PM du 12 novembre 2000 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

VU le décret n°97-468/PRES/PM du 31 octobre 1997 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2001-621/PRES/PM/MJPDH du 20 novembre 2001 portant organisation du Ministère de la justice et de la promotion des droits de l'Homme ;

Sur rapport du Ministre de la justice et de la promotion des droits de l'Homme ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 27 décembre 2001 ;

DECRETE

ARTICLE 1 :sont adoptés les documents intitulés :

politique de promotion des droits humains ;

plan d'action et d'orientation pour la promotion et la protection des droits humains.

ARTICLE 2 : Le Ministre de la justice et de la promotion des droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 28 décembre 2001.

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre de la justice et de la promotion des droits de l'Homme

Boureima BADINI

## PLAN D'ACTION ET D'ORIENTATION POUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS

### INTRODUCTION

La philosophie des droits humains ne coïncide pas toujours avec les traditions et coutumes bien ancrées dans les mentalités. Il en va ainsi, par exemple, de la pratique de l'excision, bien établie dans de nombreuses régions du Burkina Faso, mais qui s'avère contraire au droit à l'intégrité physique. Il en va de même des vestiges de la justice privée qui conduisent à des lynchages de voleurs pris en flagrant délit, etc. Il en résulte parfois un véritable décalage entre les pratiques des citoyens découlant des traditions ancestrales et les exigences de la protection des droits de l'Homme perçus comme des droits fondamentalement individualistes fondés sur la liberté de l'individu au sein de la société.

Il s'agit là, manifestement, d'un problème de société qui requiert, pour sa solution, un véritable changement de mentalité, ce qui suppose une vaste entreprise d'éducation des citoyens aux droits humains.

Il faut donc travailler à instaurer au Burkina Faso, une véritable culture des droits humains conformément à nos engagements nationaux et internationaux.

Le cadre juridique de la promotion et de la protection des droits humains au Burkina Faso se compose de deux ensembles distincts mais complémentaires : un ensemble normatif, constitué par des règles qui définissent et aménagent les droits reconnus aux personnes, et un ensemble institutionnel regroupant les organes chargés d'élaborer les normes appropriées de promotion et de protection des droits humains ou de garantir le respect de ces droits.

#### 1 - Le cadre normatif de protection et de promotion des droits humains

##### 1.1. La Constitution

Les droits humains au Burkina Faso trouvent leur principale base juridique dans la Constitution du 2 juin 1991, première référence juridique nationale en matière de protection et de promotion des droits humains. Fondée sur les valeurs cardinales de l'Etat de droit et de la démocratie libérale, cette Constitution affirme, dans son préambule, l'engagement du Peuple burkinabè à préserver et à garantir l'exercice des droits collectifs et individuels, ainsi que sa souscription à la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et aux instruments internationaux traitant des problèmes de droits de l'Homme.

Dans son dispositif, elle proclame solennellement les principaux droits civils et politiques, tels qu'ils ressortent de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, du pacte international des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques de 1966 et de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981. Parmi les droits civils et politiques ainsi reconnus par la Constitution, on peut relever : le droit à la liberté et à l'égalité de tous les burkinabé, le droit à l'égale jouissance de tous les droits, la prohibition de toutes les formes de discriminations, le droit à la vie, à la sûreté et à l'intégrité physique, l'égale protection de la loi, le droit de ne pas être arrêté, gardé, déporté ou exilé arbitrairement, la présomption d'innocence et le droit à la défense, la non rétroactivité de la loi pénale, l'inviolabilité du domicile, de la vie privée et familiale, la liberté de croyance, de conscience et de culte, les libertés d'opinion, de presse et le droit à l'information, la liberté d'aller et venir, le droit de vote et le droit de participer à la gestion des affaires de l'Etat et de la société.

La Constitution reconnaît également l'essentiel des droits économiques, sociaux et culturels proclamés par les principaux instruments juridiques pertinents : le droit de propriété, la liberté d'entreprise, le droit à l'éducation et à l'instruction, le droit au travail et à la sécurité sociale, le droit à la santé, le droit au logement, la liberté d'association et la liberté syndicale, le droit de grève, le droit à un environnement sain, etc.

## 1.2. Les lois et règlements

Conformément aux dispositions combinées des articles 101 et 108 de la Constitution, il revient à la loi et au règlement d'aménager les conditions de jouissance des droits et libertés constitutionnellement garantis. Ainsi, de nombreuses lois complètent les dispositions constitutionnelles, en ce qu'elles fixent les règles ou déterminent les principes fondamentaux concernant certains droits.

## 1.3. Les instruments juridiques internationaux applicables au Burkina Faso

Le Burkina Faso est signataire de la plupart des traités internationaux de caractère universel relatifs à la protection des droits humains. Il en va ainsi, par exemple, de :

la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide (ratifiée en 1965) ;

la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965 (ratifiée en 1974) ;

le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 (ratifié en 1998) ;

le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 (ratifié en 1998) ;

la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid de 1973, (ratifiée en 1978) ;

la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979 (ratifiée en 1984) ;

la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984, (ratifiée en 1998) ;

la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989 (ratifiée en 1990) ;

la Convention sur les droits politiques de la femme de 1952 (ratifiée en 1998) ;

la convention relative aux droits de l'enfant de 1989 (ratifiée en 1990) ;

En outre, le Burkina est partie prenante des principaux instruments régionaux de défense et de promotion des droits humains. Il s'agit essentiellement de :

la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples de 1981 (ratifiée en 1984) ;

la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990 (ratifiée en 1992) ;

le Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples de 1998 (ratifié en 1999).

La multiplicité de ces instruments internationaux traduit sans aucun doute l'attachement du Burkina Faso aux droits fondamentaux de la personne humaine et sa volonté d'assurer à toute personne vivant sur son territoire le respect de ces droits.

Certains de ces instruments internationaux sont d'applicabilité directe et peuvent ainsi être directement invoqués par le justiciable devant le juge national. D'autres, en revanche, ont été ou restent à être incorporés dans la législation nationale pour produire leurs effets.

Dans tous les cas, dès lors que ces traités et accords internationaux ont été régulièrement signés et/ou ratifiés par le Burkina Faso et qu'ils sont entrés en vigueur au plan international, ils font partie du cadre juridique national de protection et de promotion des droits humains.

## 2. - Le cadre institutionnel

### 2.1. Les institutions juridictionnelles

L'article 125 de la Constitution fait du Pouvoir judiciaire le “ gardien des libertés individuelles et collectives ”, appelé à veiller au respect des droits et libertés définis dans la présente Constitution”. Le Pouvoir judiciaire étant, aux termes de l'article 124, confiés aux juges, il revient à ces derniers d'assurer, au premier chef, la protection efficace des droits humains consacrés par la Constitution. Cette protection juridictionnelle des droits humains se fait sur l'ensemble du territoire national notamment à travers les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

Les juridictions de l'ordre judiciaire, structurées de manière pyramidale et ayant chacune des compétences d'attribution bien définies, sont organisées par la loi n° 10-93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire au Burkina Faso. Elles fonctionnent selon le principe du double degré de juridiction.

Quant aux juridictions de l'ordre administratif, elles sont également organisées de manière hiérarchique, selon le principe du double degré de juridiction, avec, au premier degré les tribunaux administratifs et, au second degré, le Conseil d'Etat.

Les justiciables nationaux ou étrangers peuvent faire valoir leurs droits par voie de recours devant les cours et tribunaux nationaux dont l'organisation et le fonctionnement, pour l'essentiel, répondent aux grands standards internationaux de la justice à savoir l'indépendance et l'impartialité de la justice, le double degré de juridiction, les droits de la défense, etc.

En tout état de cause, lorsque les juridictions nationales se révèlent défaillantes, les justiciables peuvent, dans certains cas et sous certaines conditions, formuler des recours auprès de certaines instances internationales reconnues par le Burkina Faso et qui offrent une garantie supplémentaire notamment face aux défaillances

éventuelles de l'Etat. Il en va ainsi, notamment, de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples, de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'Homme, et, dans une certaine mesure, de la Cour de justice de l'UEMOA et de la Cour de Justice de la CEDEAO.

## 2.2. Les autres institutions de protection et de promotion des droits humains

Les institutions de protection des droits humains ne se limitent pas aux seules juridictions. Les autres institutions publiques contribuent également à la protection et à la promotion des droits humains. En effet, la Constitution de la IV<sup>e</sup> République jette les bases d'un Etat de droit démocratique et laïc "garantissant l'exercice des droits collectifs et individuels, la liberté, la dignité, la sûreté, le bien-être, le développement, l'égalité et la justice comme valeurs fondamentales d'une société pluraliste de progrès et débarrassée de tout préjugé".

A cet effet, elle met en place des institutions républicaines sur la base du principe de la séparation des pouvoirs et consacre les principes du pluralisme politique, d'élections libres et transparentes, de prohibition de partis racistes, tribalistes ou régionalistes.

Ainsi, l'Assemblée Nationale, par son activité législative et par ses fonctions de contrôle de l'action gouvernementale, peut jouer un rôle essentiel en matière de protection des droits humains. Il lui revient de traduire en réalité législative les droits solennellement proclamés par la Constitution et de donner une suite législative aux engagements internationaux souscrits par le Burkina Faso. A travers les questions au Gouvernement et les commissions d'enquêtes diverses qu'elle peut mettre en place, elle peut interpeller le gouvernement sur toute situation de violation des droits humains et demander à celui-ci l'adoption de mesures appropriées pour y mettre fin.

Le pouvoir exécutif, bien que souvent soupçonné d'être un danger permanent pour les droits humains, n'en joue pas moins un rôle essentiel en matière de protection de ces droits. En effet, plusieurs départements ministériels contribuent, à des degrés divers, à la protection et à la promotion des droits humains. Ainsi, le ministère chargé de la Sécurité a vocation à assurer la sécurité des biens et des personnes. De même, le ministère chargé de la Justice et de la Promotion des droits de l'Homme prend des mesures de sauvegarde des droits humains. En tout état de cause, les différents départements ministériels, dans l'exercice de l'action administrative, peuvent recevoir des recours non contentieux émanant des particuliers et tendant à garantir le respect des droits des administrés, notamment à travers le recours en grâce et le recours hiérarchique.

En outre, la création, en 1993 du Médiateur du Faso, en tant qu'autorité administrative indépendante chargée de régler, par la médiation et la conciliation, certaines situations litigieuses opposant l'administration aux administrés, contribue au renforcement des institutions administratives en matière de protection des droits humains.

Le Président du Faso, investi par l'article 36 de la Constitution comme le garant du respect de celle-ci et des accords et traités internationaux, doit être également considéré comme l'ultime rempart contre les violations des droits humains.

L'action croissante d'une société civile dynamique et efficace, composée d'une multitude d'organisations non gouvernementales (ONG), d'associations et autres mouvements de défense des droits humains agissant à des degrés divers sur l'ensemble du territoire national, contribue à la protection et à la promotion des droits humains.

### 3 - Objectifs du plan d'action

Le présent Plan d'action pour la promotion des droits humains vise à jeter les bases d'une protection efficace et d'une promotion durable des droits humains dans notre pays.

Il constitue un cadre stratégique général d'orientation et d'action destiné à impulser l'action du gouvernement en matière de protection et de promotion des droits humains au Burkina Faso.

Il a pour l'objet de dégager les grands axes d'intervention du SEPDH, de définir les stratégies d'action appropriées et d'identifier des actions prioritaires en matière de protection et de promotion des droits humains. Il est complété, en tant que de besoin, par des programmes opérationnels.

Les questions liées à la promotion des droits humains touchent un grand nombre d'autres départements et structures de l'Etat. Elles exigent donc une action transversale, une coordination entre différents départements ministériels. Pour ce faire, l'action de promotion des droits humains doit se faire en partenariat avec tous ministères concernés par les questions de droits humains, avec les organismes internationaux pertinents, les ONG nationales et internationales, ainsi qu'avec toutes les personnes intéressées par les problèmes relatifs aux droits humains. Un tel partenariat exigera sans doute la mise en place de structures permanentes de concertation, ainsi qu'une collaboration étroite avec tous les organes de presse, publics ou privés.

#### PREMIERE PARTIE : Axes prioritaires d'intervention et stratégie d'action

Les missions de promotion et de protection des droits humains sont une œuvre de longue haleine qui exige une action multisectorielle s'inscrivant dans la durée. Cependant, pour que celle-ci soit efficace, il importe de dégager des axes prioritaires permettant une intervention dans le court et le moyen terme. Le présent plan d'orientation et d'action définit cinq axes prioritaires autour desquels il convient de concentrer les efforts afin de jeter les bases minimales d'une protection et d'une promotion durables des droits humains dans notre pays. Ces axes prioritaires d'intervention, définis pour une période de cinq ans reposent sur une analyse de la situation des droits humains au Burkina Faso et sont assortis de la définition d'objectifs généraux et spécifiques, ainsi que de l'identification de certaines actions prioritaires. Ce sont :

l'éducation aux droits humains.

le renforcement du cadre juridique ;

la promotion, la protection et la consolidation des droits civils et politiques ;

la promotion, la protection et la consolidation des droits économiques, sociaux et culturels ;

la promotion et la protection des droits catégoriels ;

#### I - L'éducation aux droits humains

##### 1.1. Objectifs

L'éducation aux droits humains est un impératif primordial pour assurer une promotion et une protection efficaces des droits humains et favoriser l'enracinement d'une culture des droits humains au Burkina Faso. En effet, les violations des droits humains sont très souvent liées à une ignorance ou à une méconnaissance de ces droits, particulièrement au Burkina Faso, où près de 80 % de la population reste encore analphabète. La

grande majorité des citoyens ignorent le sens et le contenu des droits qui leur sont reconnus par les textes et ne peuvent aisément en revendiquer le respect et encore moins exiger la réparation des préjudices subis du fait de violations de leurs droits juridiquement protégés. Même les citoyens instruits ou ceux vivant dans les milieux urbains n'ont pas toujours une bonne connaissance de la portée et des limites de leurs droits.

Il est donc indispensable de concevoir et réaliser une politique globale d'éducation dont la principale responsabilité incombe à l'Etat qui s'en acquitte en s'appuyant sur toutes les forces vives de la nation.

## 1.2. Stratégies d'action

La promotion d'une culture des droits humains par la sensibilisation au respect des valeurs fondamentales et universelles de la liberté, de la justice, de la démocratie, de la tolérance, de l'égalité, de la solidarité, de la vie et de la dignité humaine ;

le renforcement de la capacité des institutions publiques et privées, gouvernementales et non gouvernementales œuvrant dans le domaine des droits humains ;

l'implication des médias officiels et privés, ainsi que d'autres moyens de communication, afin d'atteindre les populations urbaines et rurales dans la promotion des droits humains ;

le développement de stratégies novatrices de communication adaptées aux nouveaux défis de la formation de citoyens responsables, attachés à la paix, aux droits humains, à la démocratie et au développement durable.

## 1.3. Actions prioritaires

L'action en matière d'éducation aux droits humains prendra notamment les formes suivantes : information, sensibilisation, formation.

### 1.3.1. Actions d'information

Elaborer et vulgariser des dépliants portant sur toutes informations utiles aux citoyens sur les droits humains, les actions de promotion des droits humains, les activités internationales sur les questions de droits humains ; créer un site Internet pour y diffuser les mêmes informations.

doter les principales bibliothèques publiques (universités et établissements scolaires et professionnels) de recueils de textes nationaux et internationaux relatifs aux droits humains ;

créer des centres d'information et d'orientation sur les droits humains dans les provinces, soit auprès de bibliothèques municipales, soit auprès des tribunaux ;

créer un centre national d'information et de documentation sur les droits humains disposant de tous les supports modernes d'information ;

produire, diffuser et vulgariser des documents spécifiques sur des questions particulièrement importantes des droits humains (par exemple, mariage forcé, violences faites aux femmes, enfants de la rue, mendicité, femmes accusées d'être des "mangeuses d'âmes", etc.) ;

reproduire et vulgariser des textes nationaux importants sur les droits humains (constitution, Code des personnes et de la famille, etc.) ;

traduire dans des langues nationales et vulgariser les principaux concepts et les textes importants sur les droits humains ;

produire et vulgariser régulièrement un bulletin d'information sur les activités de protection et de promotion des droits humains du MJPDH et du SEPDH, ainsi que celles des ONG agissant dans le domaine des droits humains ;

élaborer et vulgariser un vade mecum des droits humains en français et en langues nationales à l'intention de différentes couches de la population ;

créer et mettre régulièrement à jour une banque de données sur les droits humains ouverte aux populations et aux administrations ;

organiser un forum national sur les droits humains ;

produire et diffuser des documentaires radiodiffusés et télévisuels sur des aspects déterminés des droits humains à des fins d'information ;

organiser des sorties en provinces pour rencontrer et informer les autorités coutumières sur les droits humains ;

organiser des sorties en provinces pour rencontrer les populations locales pour les informer, les sensibiliser et les écouter sur les questions de droits humains ;

faire des interventions ponctuelles à la télévision au cours du journal télévisé sur la chaîne nationale et, le cas échéant, sur des chaînes privées.

### 1.3.2. Actions de sensibilisation

Organiser des campagnes de sensibilisation à la télévision nationale, à la radio nationale et à travers les radios rurales ;

organiser une journée annuelle portes ouvertes sur les droits humains à l'occasion de la journée des droits humains du 30 mars ;

concevoir et exécuter des émissions radiodiffusées et télévisuelles sur des thèmes spécifiques des droits humains (mariage forcé, violences faites aux femmes, "mangeuses d'âmes", prisons et conditions carcérales, ...) ;

organiser des journées de concertation avec les mouvements et associations de défense des droits humains sur des questions déterminées d'importance nationale ;

organiser des séminaires et ateliers de sensibilisation à l'intention de publics cibles ;

organiser des séminaires de sensibilisation au profit de certains agents des forces de l'ordre (police, gendarmerie, douane, militaires, etc.) sur des questions de droits humains directement en rapport avec leurs activités ;

organiser des débats télévisés et/ou radiodiffusés sur des questions d'actualité nationale ou internationale des droits humains ;

organiser des conférences publiques ou non sur des questions de droits humains.



### 1.3.3. Actions de formation en matière de droits humains

#### Dans le système d'éducation formelle

En collaboration avec les ministères chargés de l'éducation, introduire l'enseignement des droits humains dans les établissements scolaires et professionnels ;

élaborer, en collaboration avec l'UNESCO et le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, des programmes et modules d'enseignement sur les droits humains, respectivement, pour les établissements scolaires et professionnels, les écoles et centres de formation professionnelle des agents de l'Etat, les magistrats ;

introduire un enseignement des droits humains dans toutes les branches de formation de l'ENAM ;

introduire un enseignement des droits humains dans la formation initiale des agents des forces de l'ordre (gendarmerie, police, militaires) y compris dans la formation des officiers supérieurs ;

introduire un module d'enseignement des droits humains dans le cursus universitaires au sein de certaines formations universitaires (Sciences de la santé, Sciences humaines, Arts et communications) ;

contribuer à la création d'un département de criminologie au sein de l'UFR de Sciences juridiques et politiques de l'Université de Ouagadougou ;

créer une chaire UNESCO des droits de l'Homme au sein de l'UFR de Sciences juridiques et politiques ;

organiser des stages et sessions de formation au profit des formateurs (enseignements des établissements scolaires et professionnels) ;

#### Dans le système d'éducation non formelle

encourager la participation de certains agents des administrations concernées à des séminaires internationaux et sessions de formations spécifiques organisés par des organisations internationales (UNITAR, CIJ, IIDH, CDI, Conseil de l'Europe, etc.) ;

élaborer des modules d'enseignement des droits humains à l'intention des jeunes, des adultes ou de certains groupes socioprofessionnels ;

appuyer et soutenir, sous des formes variées, l'action des mouvements et associations de défense des droits humains ;

instituer une émission télévisuelle et radiophonique régulière consacrée aux droits humains ;

organiser des séminaires de formation au profit de l'élite politique, économique et sociale, des journalistes, des syndicalistes ou des groupes de jeunes ;

appuyer et soutenir des troupes de théâtre, des groupes musicaux, des artistes (peintres, sculpteurs) pour mener des activités relatives à la promotion des droits humains ;

organiser des séminaires de formation à l'intention des autorités coutumières ;

organiser des stages destinés à des étudiants ou à des responsables d'organisations de défense des droits humains, en partenariat avec des institutions nationales ou internationales agissant dans le domaine des droits

## II - Le renforcement du cadre juridique des droits humains

Une protection et une promotion efficaces et durables des droits humains au Burkina Faso passent nécessairement par l'enracinement d'une culture de paix et de sauvegarde des droits humains et des valeurs fondamentales de la dignité et de la vie de la personne humaine. Or, un tel enracinement des droits humains ne peut se faire efficacement sans l'existence d'un cadre juridique adéquat et transparent de nature à favoriser la jouissance effective des droits juridiquement reconnus aux citoyens.

Certes, depuis 1991, le Burkina Faso dispose d'un cadre juridique libéral de protection des droits humains reposant sur une constitution libérale et sur de nombreux instruments internationaux relatifs aux droits humains. Toutefois, aussi important que soit ce dispositif juridique, il ne suffit pas à lui seul à garantir la jouissance effective des droits ainsi reconnus à tous les citoyens.

Il convient donc de renforcer ce cadre juridique, notamment par la consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie, la réhabilitation et la consolidation de la Justice et l'adaptation de la législation nationale aux dispositions des traités et accords internationaux régulièrement ratifiés.

### 2.1. La consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie

Le processus de démocratisation et de construction de l'Etat de droit, engagé au Burkina Faso depuis 1991, reste cependant fragile et sujet aux tensions socio-politiques qui continuent à secouer la classe politique. Dans la mesure où la jouissance effective de leurs droits humains par les citoyens dépend largement de la stabilité des institutions républicaines, du respect des lois républicaines et de l'état de droit, il importera de consolider et de renforcer l'Etat de droit et la démocratie.

#### 2.1.1. Objectifs

Ce premier axe d'intervention vise, d'une manière générale, à promouvoir et consolider les valeurs fondamentales de la démocratie et de l'Etat de droit et à renforcer le fonctionnement régulier des institutions républicaines afin de leur permettre de jouer pleinement et efficacement leur rôle.

D'une manière spécifique, il s'agira de cultiver un esprit de tolérance et de respect des règles juridiques et démocratiques chez les citoyens et dans la classe politique, notamment en favorisant la familiarisation des citoyens et des pouvoirs aux valeurs fondamentales des droits humains.

#### 2.1.2. Stratégies d'action

En vue d'atteindre les objectifs ci-dessus définis, le Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des droits de l'Homme compte, en collaboration avec les départements ministériels compétents et tous autres organes publics ou privés agissant dans ce domaine, mettre en œuvre des programmes pluriannuels orientés vers les axes stratégiques suivants :

le renforcement de la gouvernance démocratique, notamment par la prise en compte de la dimension droits humains dans l'action des différents départements ministériels ;

le renforcement du rôle régulateur des droits et libertés publics de l'Assemblée nationale ;

le renforcement du rôle protecteur des droits humains des cours et tribunaux ;

le renforcement de la capacité des partis politiques à interioriser et à diffuser auprès de leurs militants les

exigences d'une culture démocratique et de respect des droits humains, en relation avec leurs rôle et place dans l'Etat de droit et le processus démocratique ;

le renforcement de la capacité des ONG et autres réseaux de la société civile à interioriser et diffuser auprès de leurs militants et sympathisants les exigences d'une culture démocratique, de bonne gouvernance et des droits humains.

### 2.1.3. Actions prioritaires

Dans l'optique du renforcement et de la consolidation de l'Etat de droit, les actions prioritaires suivantes pourront être entreprises :

élaborer et faire adopter par le gouvernement une déclaration de politique générale des droits humains au Burkina Faso ;

faire le point sur l'état des droits humains au Burkina Faso, notamment à travers la convocation des états généraux sur des droits humains ou l'organisation d'un forum national sur les droits humains ;

organiser des séminaires gouvernementaux sur les droits humains ;

organiser des séminaires de formation à l'intention des parlementaires, des élus locaux et des décideurs des différents départements ministériels ;

organiser de séminaires, colloques et fora sur les droits humains à l'intention des magistrats des juridictions supérieures et des chefs de juridictions ;

organiser des séminaires de formation sur les droits humains pour les responsables de mouvements et associations œuvrant dans le domaine des droits humains ;

faire un inventaire des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme signés et/ou ratifiés par le Burkina Faso ;

créer un observatoire national des droits humains ;

préparer régulièrement et le cas échéant, publier les rapports périodiques sur la promotion et la protection des droits humains exigés par les accords et traités internationaux ratifiés par le Burkina Faso ; l'association de la société civile à l'élaboration de ces rapports devra être nécessaire ;

définir une politique nationale de ratification des traités et accords internationaux relatifs aux droits humains.

## 2.2. La consolidation de la Justice

La jouissance effective des droits humains fondamentaux dépend largement de l'efficacité des mécanismes institutionnels de garanties offertes par le système juridique national. Parmi ces mécanismes de garantie des droits humains, les mécanismes juridictionnels sont habituellement considérés comme les plus efficaces, dans la mesure où ils permettent de prévenir les atteintes aux droits individuels et collectifs et, le cas échéant, d'obtenir réparation des préjudices subis du fait des violations de droits juridiquement protégés. L'appareil judiciaire burkinabè est l'objet de critiques relativement à certains dysfonctionnements de nature à l'empêcher de jouer pleinement son rôle de composante essentielle de la démocratie et de l'Etat de droit. Il convient de lutter contre ces dysfonctionnements.

### 2.2.1. Objectifs

Le Plan national pour la Réforme de la Justice, qui définit la politique sectorielle du Gouvernement en matière de justice, vise un objectif global de renforcement de la place du pouvoir judiciaire au sein de l'Etat et de la société, de manière à faire du pouvoir judiciaire un acteur essentiel de la construction démocratique et de la paix sociale.

L'action du Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des droits de l'Homme en matière de réhabilitation et de consolidation de la justice se situe dans le cadre global de ce plan national de réforme de la justice dont la mise en œuvre incombe au Ministère de la Justice et de la Promotion des droits de l'Homme. Elle vise, d'une manière générale, à restaurer et à renforcer le rôle protecteur des droits humains reconnu par la Constitution au Pouvoir judiciaire.

De manière plus précise, cette action du Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des droits de l'Homme, qui n'est qu'un prolongement logique de l'action globale de réforme de la justice, aura comme objectifs, d'une part de sensibiliser, former et informer les magistrats et personnels judiciaires sur le contenu et la portée des instruments nationaux et internationaux relatifs aux droits fondamentaux, de manière à les rendre aptes à jouer pleinement leurs fonctions de protecteurs et de défenseurs des droits humains et, d'autre part, de favoriser l'accès des citoyens à la justice en vue de garantir le respect des droits qui leur sont reconnus.

### Stratégies d'action

La consolidation de la Justice pour une meilleure protection des droits humains envisagées par le SEPDH se fera notamment par l'introduction de modules d'éducation aux droits humains dans la formation initiale et continue des magistrats et personnels judiciaires.

### Actions prioritaires

Pour atteindre les objectifs de réhabilitation et de consolidation de la Justice, le SEPDH compte entreprendre les actions suivantes :

introduire en collaboration avec les structures compétentes, un module d'enseignement des droits humains dans la formation initiale des magistrats et personnels judiciaires ;

organiser des séminaires, colloques et fora sur les droits humains au profit des magistrats et personnels judiciaires ;

organiser une assistance judiciaire spéciale pour les mineurs, les handicapés, les femmes victimes de violences ;

participer à la définition d'une politique pénale nationale claire correspondant aux standards internationaux et intégrant les valeurs universelles contenues dans les traités et accords internationaux régulièrement ratifiés par le Burkina Faso ;

faire des suggestions pour humaniser les conditions de détention au Burkina Faso.

### 3. Adaptation de la législation nationale aux dispositions des traités et accords internationaux régulièrement ratifiés

Le Burkina Faso est signataire de nombreux traités et accords internationaux relatifs aux droits humains ou contenant des dispositions sur des aspects déterminés des droits humains. Or, la plupart de ces traités et

accords obligent les Etats parties à prendre toutes mesures, d'ordre institutionnel ou autre, pour donner effet aux engagements souscrits. Cependant, force est de constater que peu d'accords ratifiés ont, dans les faits, fait l'objet d'une incorporation effective et d'une adaptation de la législation nationale. De plus, la plupart de ces accords ne sont pas publiés, contrairement aux prescriptions constitutionnelles. Il s'ensuit que non seulement les justiciables ne peuvent guère en invoquer facilement l'applicabilité devant les tribunaux nationaux, mais en outre l'Etat burkinabé se met en porte-à-faux avec certains de ces engagements internationaux sans compter le fait que la gestion de ces accords devient de plus en plus complexe. Par ailleurs, on observera que les rapports périodiques exigés par certaines conventions internationales ne sont pas toujours fournis dans les délais requis et qu'il n'y a pas de suivi régulier dans la mise à jour de ces rapports.

Il importe donc de mener toutes actions utiles pour l'adaptation de la législation nationale aux dispositions des traités et accords internationaux relatifs aux droits humains régulièrement signés et/ ou ratifiés.

### 3.1. Objectifs

L'action d'adaptation de la législation nationale aux dispositions des traités et accords internationaux régulièrement ratifiés par le Burkina Faso a pour objectif général de rendre conforme notre législation nationale aux engagements internationaux souscrits en matière de droits humains et d'amener progressivement le Burkina Faso à s'acquitter pleinement de ses obligations issues des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme.

Il s'agira d'adopter toutes les mesures, législatives, administratives, institutionnelles ou autres, aux fins de donner effet aux engagements pris, c'est-à-dire de favoriser la jouissance effective des droits individuels et collectifs proclamés par les instruments internationaux signés ou ratifiés.

### 3.2. Stratégies d'action

En vue d'atteindre les objectifs ainsi fixés, il est indispensable d'orienter l'action du Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des droits de l'Homme suivant les axes stratégiques suivants :

Le recensement des dispositions législatives et réglementaires internes contraires aux engagements internationaux régulièrement souscrits ;

l'adoption de dispositions législatives et réglementaires destinées à donner effet aux engagements internationaux exigeant des mesures nouvelles ;

la mise en place d'institutions nationales de protection et de promotion des droits humains, conformément aux recommandations et décisions des institutions internationales de sauvegarde et de promotion des droits humains.

### 3.3. Actions prioritaires

Les actions suivantes seront entreprises par le SEPDH afin de contribuer à la réalisation des objectifs ci-dessus définis :

élaborer des recueils de textes nationaux et internationaux relatifs aux droits humains applicables au Burkina Faso ;

faire l'inventaire des mesures nationales de mise en œuvre des accords et traités internationaux ;

mettre en place des institutions nationales des droits humains, notamment une Commission nationale consultative des droits humains ;

proposer une révision du Code pénal pour l'adapter aux évolutions récentes, notamment par la suppression de la peine de mort et l'introduction de la notion de peine alternative, ainsi que par la prise en compte d'une politique pénale ;

adopter les textes législatifs et réglementaires nécessaires pour la mise en œuvre des conventions qui n'ont pas encore été transposées dans la législation nationale ;

faire ratifier les conventions pertinentes non encore ratifiées, sur la base de critères de ratification préalablement définis ;

faire procéder désormais à la publication du texte intégral des traités et accords régulièrement ratifiés dans le Journal officiel, conformément à l'article 151 de la Constitution ;

établir une banque de données informatique des traités et accords internationaux applicables au Burkina Faso ;

établir un système de gestion informatique de la participation du Burkina Faso aux conférences et rencontres régionales et internationales relatives aux droits humains, avec la possibilité d'y consigner les positions prises par le Burkina et les résultats desdites rencontres ;

confier à la direction de la protection et de la défense des droits humains la charge de l'élaboration et de la mise à jour régulière des rapports exigés par les conventions internationales pertinentes ;

assurer la publication des rapports périodiques présentés dans les enceintes internationales ;

accomplir les formalités exigées par certains traités et accords internationaux : notifications de mesures internes, déclarations diverses, reconnaissance de compétence.

### III. La promotion, la protection et la consolidation des droits civils et politiques

Les droits civils et politiques sont, sans doute, les droits humains les mieux partagés, ayant acquis, avec la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et le Pacte international des Nations Unies sur les droits civils et politiques de 1966, une valeur et une portée universelles. Consacrés également par la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples, ils sont réaffirmés solennellement au Burkina Faso par la Constitution du 2 juin 1991, dans son titre 1er (articles 1 à 13). Ces droits humains, souvent présentés comme les droits de la première génération, apparaissent dans l'opinion générale comme des droits fondamentaux, en ce qu'ils sont, pour la plupart, inhérents à la personne humaine et directement liés à sa dignité, à sa survie et son épanouissement normal.

Sans être préoccupant, l'état des droits civils et politiques a parfois suscité des critiques au Burkina Faso, notamment dans les rapports avec le pouvoir politique.

#### 3.1. Objectifs

L'action du Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des droits de l'Homme en matière de droits civils et politiques vise à promouvoir, protéger et consolider ces droits de manière à favoriser leur jouissance par toutes les personnes vivant sur le territoire national et à promouvoir une culture de la paix, de la tolérance et

du respect des droits humains, à promouvoir la connaissance et le respect des droits civils et politiques aussi bien par tous.

### 3.2. Stratégies d'action

La réalisation des objectifs ci-dessus définis passe par :

un renforcement des garanties juridictionnelles, notamment en améliorant l'administration de la justice pour la rendre plus équitable et fiable, de façon à réduire, voire enrayer le recours à des procédés expéditifs, sommaires et arbitraires de justice parallèle ou populaire ;

un renforcement des garanties administratives, notamment en sensibilisant et en formant les éléments des forces armées et des forces de l'ordre au respect de la vie et au non recours à des procédés illégaux ou arbitraires en cas d'enquête, d'opérations de maintien de l'ordre ou de la sécurité ou en cas d'arrestation ;

une promotion des garanties sociales.

### 3.3. Actions prioritaires

Dans le cadre des stratégies ci-dessus dégagées, le Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des droits de l'Homme compte entreprendre, prioritairement, les actions suivantes :

organiser des campagnes d'information, des émissions radiodiffusées ou télévisuelles, des sessions de formation et des séminaires pour les responsables ;

introduire l'enseignement des droits humains dans la formation des agents des forces de l'ordre (police, gendarmerie, etc.) ;

organiser des séminaires de formation et/ou fora pour la chefferie traditionnelle ;

organiser un forum national sur les droits civils et politiques ;

élaborer et vulgariser un manuel sur les procédures judiciaires et l'appareil judiciaire ;

vulgariser, par voie d'affiche ou autre, le texte de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ou d'autres textes ;

généraliser l'enseignement des droits humains dans toutes les branches de formation de l'ENAM ;

organiser des émissions télévisuelles et radiodiffusées sur les droits civils et politiques ;

proposer l'adoption de nouveaux textes nécessaires et, le cas échéant la révision de certains textes existants.

## IV. La protection, la promotion et la consolidation des droits économiques, sociaux et culturels

La promotion et la protection des droits humains ne peuvent ni ne doivent se limiter aux seuls droits civils et politiques. Si le respect de ces droits est, en effet, nécessaire à l'épanouissement de l'être humain dans la société politique, il doit être nécessairement accompagné de la promotion et de la protection des droits sociaux, économiques et culturels, qui sont un prolongement naturel et logique des droits civils et politiques. Les droits civils et politiques, n'ont de sens que lorsque sont satisfaits le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit à l'alimentation, etc. Solennellement proclamés par le Pacte international sur les droits économiques sociaux et culturels, affirmés, au niveau régional, par la Charte africaine des droits de l'Homme et des

Peuples, ces droits sont également consacrés, au plan national, par la Constitution du 2 juin 1991 (article 14-30).

Compte tenu de leur contribution à la réalisation des objectifs du développement humain durable, l'Etat doit y accorder une importance primordiale, en tant qu'acteur principal du développement humain durable.

C'est pourquoi le SEPDH envisage d'entreprendre, dans le cadre du plan national de bonne gouvernance et dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, des actions spécifiques destinées à favoriser la promotion, la protection et la consolidation des droits économiques, sociaux et culturels.

#### 4.1. L'état des droits économiques, sociaux et culturels

En dépit des progrès réalisés au cours des deux dernières décennies, tant au plan économique qu'aux niveaux social et culturel, l'état des droits économiques, sociaux et culturels reste encore préoccupant au Burkina Faso. Les nombreux efforts consentis par l'Etat, conjugués avec le concours de plus en plus important du secteur privé, n'ont pas permis de vaincre l'ignorance et l'analphabétisme, ni d'étendre les bienfaits de l'éducation au plus grand nombre des enfants burkinabè. Un nombre important de citoyens n'ont pas accès aux soins de santé primaire, tandis que les populations doivent faire face aux conséquences graves de certaines maladies épidémiques et du fléau du VIH/Sida, dont le taux de prévalence est en constante augmentation. La fragilité et la faiblesse de l'économie nationale sont telles que les jeunes ont peu de chance d'accès à l'emploi et que le chômage compromet l'avenir de nombre d'entre eux.

Dans ce contexte général, certaines catégories sociales particulièrement vulnérables, telles que les femmes, les enfants, les personnes âgées, les handicapés, souffrent davantage en raison d'exclusions diverses et de multiples brimades qui contribuent à dénier leurs droits les plus élémentaires.

Un véritable épanouissement des droits humains au Burkina Faso exigera donc un engagement ferme de l'Etat en faveur de la promotion et de la protection des droits économiques, sociaux et culturels, car la réalisation de ces droits est un facteur important du développement humain durable.

#### 4.2. Objectifs

L'action du SEPDH en matière de droits économiques, sociaux et culturels vise, d'une manière générale, à promouvoir, protéger et consolider ces droits de manière à en étendre le bénéfice au profit du maximum de burkinabè. En particulier, elle visera, prioritairement, à promouvoir, protéger et consolider le droit à la sécurité alimentaire, le droit à l'éducation, à la santé, au travail, et au logement, la liberté syndicale et le droit à la sécurité sociale, ainsi que le droit à l'assistance sociale et le droit à la culture.

#### 4.3. Stratégies d'action

En vue d'atteindre les objectifs ci-dessus définis, le SEPDH proposera des actions concernant :

le renforcement et l'élargissement de l'accès à l'éducation,

le renforcement et l'élargissement de l'accès à la santé publique,

le renforcement et l'élargissement du droit au travail,

le renforcement et la consolidation de la protection des administrés et des consommateurs,

le renforcement et la consolidation du droit au logement.



#### 4.4. Actions prioritaires

La promotion, la protection et la consolidation des droits économiques, sociaux et culturels exigent, en priorité, les actions suivantes :

##### 4.4.1. Le renforcement et l'élargissement de l'accès à l'éducation

Elaborer un programme de soutien à la scolarisation des jeunes filles ;

promouvoir la création de bibliothèques et laboratoires scolaires ;

promouvoir la scolarisation des jeunes des milieux défavorisés et des personnes handicapées ;

appuyer des programmes gouvernementaux de soutien et l'encadrement des catégories de l'enfance défavorisée et vulnérable (orphelins, enfants de rue, enfants handicapés) ;

##### 4.4.2. Le renforcement et l'élargissement de l'accès à la santé

contribuer à la vulgarisation des médicaments essentiellement générique ;

susciter un débat national sur l'opportunité d'un système national d'assurance maladie ;

##### 4.4.3. Le renforcement et l'élargissement du droit au travail

contribuer à la réforme, au renforcement et à la diversification de la sécurité sociale, de manière à couvrir toutes les catégories sociales et professionnelles ;

contribuer à l'adoption d'un plan de lutte contre le travail des enfants ;

contribuer à la réforme du système des retraites.

##### 4.4.4. Le renforcement et la consolidation de la protection des administrés et des consommateurs

Appuyer et soutenir les mouvements et associations de consommateurs ;

faire adopter des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection des consommateurs et mettre en place une commission nationale de protection des consommateurs ;

faire adopter une loi sur la liberté d'accès aux documents administratifs et mettre en place d'une commission nationale d'accès aux documents administratifs ;

faire adopter une loi sur l'informatique et les libertés ;

promouvoir l'accès à la justice administrative, notamment par l'élaboration et la vulgarisation d'un dépliant sur la justice administrative ;

faire adopter un texte sur la responsabilité des médecins et des hôpitaux publics.

##### 4.4.5. Le renforcement et la consolidation du droit au logement

proposer l'adoption d'une politique nationale de logements sociaux ;

proposer une politique d'urbanisation et d'amélioration de l'habitat, notamment rural ;

faire intégrer les prescriptions et recommandations internationales en matière d'habitat dans la législation nationale.

## V. La promotion et la protection des droits catégoriels spécifiques

Outre les instruments généraux relatifs à la promotion et à la protection des droits de l'Homme qu'il a ratifié, le Burkina Faso a souscrit à certains instruments internationaux ou régionaux spécifiques concernant la promotion et la protection des droits de certaines catégories de personnes, telles que les femmes et les enfants. Ces conventions ont un caractère contraignant, et leurs dispositions ne doivent pas rester lettre morte. Il convient de prendre les mesures adéquates pour assurer leur mise en œuvre au plan interne.

Une protection et une promotion générales des droits humains au Burkina Faso n'auront de chance d'aboutir que si elles sont accompagnées d'une protection spécifique et catégorielles de ces personnes. Dans cet esprit, il appartient à l'Etat de concevoir une politique appropriée et d'adopter les mesures politiques, institutionnelles ou juridiques nécessaires pour promouvoir et protéger efficacement les droits de ces personnes vulnérables.

### 5.1. L'état des droits catégoriels

Les femmes constituent une proportion majoritaire de la population burkinabé, mais elles sont les premières victimes de la pauvreté, de l'ignorance, de l'analphabétisme, de la maladie et du poids de certaines coutumes inadéquates. Nombre de leurs droits élémentaires tels que l'intégrité physique et morale sont bafoués à travers diverses formes de violence et de discrimination, voire une exploitation économique, sociale et sexuelle.

De même, les enfants qui représentent plus de 60 % de la population nationale, ne bénéficient pas de toute la protection et de l'attention qu'ils devraient attendre de la société. Une grande majorité d'entre eux reste encore exposée aux fléaux de la maladie et de la malnutrition, aux conséquences graves de la pauvreté et de l'ignorance. Nombreux sont encore les enfants qui n'ont pas accès aux avantages de l'éducation et de l'instruction, ainsi qu'à ceux des soins de santé primaire, au logement ou à l'alimentation. Le phénomène des enfants de la rue s'amplifie dans de nombreuses zones urbaines, avec comme conséquence un développement endémique de la mendicité et de la délinquance juvénile.

Les personnes ayant des handicaps, tels que les handicapés moteurs, les sourds-muets, les malades mentaux, sont quasiment abandonnées à elles-mêmes et doivent compter sur leurs familles respectives et les bonnes œuvres pour leur survie.

Quant aux personnes âgées, qui constituent sans doute une minorité de la population, hormis les rares bénéficiaires d'un système de retraite, elles ne bénéficient guère d'un système d'assistance ou de prise en charge sociale publique. Abandonnées et parfois délaissées, nombre d'entre elles sont parfois accusées à tort de sorcellerie et facilement exclues de la société.

Enfin, les personnes déplacées ou rapatriées de pays étrangers peuvent difficilement compter sur la société pour assurer leur réinsertion sociale. Elles vivent souvent dans leur propre pays des situations proches de celles de réfugiés, par suite de l'absence ou de l'insuffisance de cadres d'accueil.

### 5.2. Objectifs

L'objectif général de l'action du SEPDH en matière de droits catégoriels est de favoriser une meilleure protection de ces personnes, notamment à travers la promotion et la protection de leurs droits spécifiques.

A cette fin, l'action du SEPDH visera en particulier à promouvoir les droits spécifiques des femmes, des enfants, des personnes avec handicap, des personnes âgées, des étrangers, des réfugiés et des populations déplacées ou rapatriées.

### 5.3.Stratégies d'action

En vue de la réalisation des objectifs ci-dessus définis, l'action du SEPDH s'orientera suivant les axes stratégiques ci-après :

le renforcement et la consolidation des droits spécifiques des femmes, notamment par la promotion de leur citoyenneté et de leur participation à la vie nationale ;

la promotion, le renforcement et la consolidation des droits de l'enfant ;

la promotion, le renforcement et la consolidation des droits des personnes handicapées ;

la promotion, le renforcement et la consolidation des droits des personnes âgées ;

le renforcement du statut des étrangers, des droits des réfugiés et des droits des personnes déplacées.

### 5.4. Actions prioritaires

Aux fins de la réalisation des objectifs de la promotion et de la protection des droits catégoriels, le SEPDH, en relation avec les départements en charge des questions relatives aux femmes, aux enfants, aux personnes âgées, handicapées, déplacées ou rapatriées, compte entreprendre les actions suivantes :

#### 5.4.1. les actions de renforcement et de consolidation des droits des femmes

Veiller à l'adoption de la législation nationale pour l'adapter aux instruments juridiques internationaux pertinents, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;

Œuvrer à l'adoption du Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes ;

proposer des mesures favorables aux femmes, visant notamment à assurer leur plus large participation à la vie politique, économique, sociale et culturelle ;

faire introduire l'approche genre dans le système éducatif et dans les programmes des médias ;

vulgariser la Convention internationale contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;

suivre le processus de ratification du Protocole additionnel de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatifs aux droits de la femme ;

contribuer à la diffusion et à la vulgarisation du Code des Personnes et de la Famille ;

organiser des sessions d'information et de formation des femmes sur leurs droits ;

encourager la création de centres d'assistance aux femmes victimes de violences ;

contribuer à la promotion du droit de la santé reproductive ;

élaborer et appliquer un plan de lutte contre les pratiques et coutumes avilissantes à l'égard de la femme ;

appuyer les mouvements et associations de défense et de promotion des droits de la femme ;

promouvoir l'instauration de la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire pour les filles ;

proposer des mesures de facilitation de l'accès aux ressources par les femmes : crédits, terres, services, éducation, soins de santé, information, etc. ;

proposer des textes législatifs et réglementaires adéquats sur la lutte contre les violences faites aux femmes ;

participer à la lutte contre les violences faites aux femmes (mariage forcé, excision, exclusions sociales, etc.).

#### 5.4.2. les actions de promotion, de renforcement et de consolidation des droits de l'enfant

proposer des politiques publiques contenant des mesures législatives et administratives tendant à mettre en œuvre la Convention relative aux droits de l'enfant ;

inciter à la création de juridictions pour enfants ou à l'institution d'un juge pour enfants près les juridictions de droit commun ;

faire incorporer dans la législation nationale les dispositions des instruments juridiques internationaux tendant à assurer la survie, le développement, la promotion, la participation et l'intérêt de l'enfant ;

adopter et mettre en œuvre un plan national de lutte contre toutes les formes d'exploitation des enfants, notamment le travail des enfants et l'exploitation sexuelle des enfants ;

organiser des sessions d'information, de formation et de sensibilisation des enfants et des adultes sur les droits de l'enfant ;

#### 5.4.3. les actions de promotion, de renforcement et de consolidation des droits des personnes âgées

Contribuer à l'élaboration d'une loi sur le troisième âge, intégrant les principes des Nations Unies pour les personnes âgées ;

promouvoir des programmes spéciaux d'assistance sociale pour les personnes âgées ;

renforcer les organisations représentant les personnes âgées et promouvoir leur participation dans des plans et projets gouvernementaux les concernant ;

proposer la mise en place d'un fonds national de soutien et d'assistance aux personnes âgées.

#### 5.4.4. Les actions de promotion, de renforcement et de consolidation des droits des personnes handicapées

Elaborer et mettre en œuvre des politiques globales et sectorielles visant à garantir l'intégration et l'épanouissement des personnes handicapées dans tous les secteurs de la vie nationale, en particulier l'éducation, la santé, le travail, le bien-être social ;

insérer les préoccupations des personnes handicapées dans les plans et programmes de développement ;

proposer la mise en place d'infrastructures de nature à faciliter la vie des personnes handicapées, notamment en ce qui concerne l'accès aux édifices publics et privés ;

organiser des campagnes d'information et de formation des personnes avec handicap et de l'ensemble de la population sur les droits de ces personnes ;

encourager la création d'un fonds national de soutien et d'assistance aux personnes handicapées ;

appuyer et soutenir les associations et mouvements de défense et de promotion des droits des personnes handicapées ;

proposer un programme d'accès des personnes handicapées aux emplois publics et privés ;

proposer des mesures d'incitation et d'encouragement à l'éducation des personnes handicapées.

#### 5.4.5. Les actions de renforcement du statut des étrangers et des réfugiés et des droits des personnes déplacées ou rapatriées

Proposer des mesures nationales, législatives ou administratives nécessaires pour la jouissance des droits humains des étrangers ;

proposer une loi sur les réfugiés mettant en œuvre les accords internationaux ratifiés dans ce domaine ;

proposer la création d'un office national de protection des réfugiés, en coopération avec le HCR ;

mettre en place une structure efficiente d'accueil et de réinsertion des personnes déplacées et rapatriées ;

appuyer et soutenir les associations et mouvements de défense des droits des personnes déplacées ou rapatriées.

## DEUXIEME PARTIE : MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION

Le Secrétariat d'Etat s'appuie sur les structures compétentes du ministère de la Justice et de la promotion des droits de l'Homme pour s'acquitter de cette tâche. A cet effet, il élabore des programmes opérationnels contenant des mesures concrètes de mise en œuvre, ainsi qu'un plan global de financement.

### I. Le cadre institutionnel

Le Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des droits de l'Homme étant rattaché au Ministère de la Justice et de la Promotion des droits de l'Homme, il devra s'appuyer principalement sur les services centraux et rattachés dudit ministère pour la réalisation du présent plan d'actions. Toutefois, le recours à des mouvements et associations de la société civile sera nécessaire pour l'exécution de certains programmes spécifiques.

#### 1. Les structures centrales du Ministère

##### 1.1. Le Secrétariat général (SG)

Il sera la principale structure de coordination de l'exécution des programmes et actions prévus dans le présent plan d'orientation et d'action. A ce titre, il apportera son appui pour la recherche des personnes ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du présent plan d'orientation et d'action, et pour la coordination de l'action du SEPDH avec celle des autres départements ministériels en matière de promotion et de protection des droits humains.

## 1.2. La Direction des Etudes et de la Planification (DEP)

Elle contribue, en collaboration avec les services compétents du Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des droits de l'Homme, à la réalisation de toute étude relative à la conception et à l'élaboration des différents programmes opérationnels relatifs à la promotion et à la protection des droits humains.

## 1.3. La Direction des Affaires financières (DAF)

Elle aura la principale responsabilité de l'étude financière des différents programmes prévus dans le présent plan d'orientation et d'action et de l'exécution des budgets de ces programmes.

## 1.4. La Direction de la Protection et de la Défense des droits humains (DPDDH)

Chargé de la coordination et de l'impulsion de l'action du S.E.P.D.H. en matière de protection des droits humains, cette direction devra notamment s'occuper de mise en œuvre des accords internationaux et de rédaction des rapports périodiques ;

## 1.5. La Direction de la Promotion et de la Vulgarisation des droits humains (DPVDH)

Chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du S.E.P.D.H. en matière de promotion des droits humains, elle devra notamment travailler avec les médias et les autres acteurs, à l'éducation aux droits humains. Elle s'emploiera également à la mise en place d'un Centre national d'information et de documentation sur les droits humains, à apporter un appui institutionnel aux associations de promotion des droits humains.

## 2. Les structures autonomes rattachées

Certaines structures autonomes pourraient être mises en place, qui seraient chargées d'apporter leur appui technique au S.E.P.D.H. ou de faciliter la collaboration entre les structures étatiques et les acteurs non étatiques :

un Comité interministériel des droits humains ;

un Observatoire national des droits humains ;

une Commission nationale des droits humains.

### 2.1. Le Comité Interministériel des droits humains (CIDH)

Les droits humains étant une question transversale, ils relèvent, à des degrés divers, de la compétence de plusieurs départements ministériels à la fois. De ce fait, la gestion des différents instruments internationaux relatifs aux droits humains ratifiés par le Burkina Faso ne relève pas de la compétence d'un seul ministère. La plupart des départements ministériels sont concernés, à des degrés divers, par les questions de droits humains.

Une action efficace et cohérente de l'Etat en matière des droits humains exige donc la coordination des actions des différents départements ministériels dans ce domaine.

Cette coordination des actions gouvernementales pourrait se faire sous la forme de la création d'un Comité interministériel des droits humains.

### 2.2. La Commission nationale des droits humains (CNDH)

L'article 26 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples fait obligation aux Etats parties de favoriser et encourager l'établissement et le perfectionnement d'institutions nationales appropriées chargées de la promotion et de la protection des droits de l'Homme. Conçues par la Charte comme des partenaires des Etats et de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples pour la mise en œuvre de la Charte, ces institutions nationales des droits de l'Homme existent déjà dans de nombreux pays africains. Leur création a d'ailleurs été encouragée par la Conférence mondiale sur les droits de l'Homme tenue à Vienne en juin 1993 et par la résolution 48/134 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1993 approuvant les "Principes relatifs au statut des institutions nationales" (des droits de l'Homme) proposés par la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Une telle institution pourrait jouer un rôle important et constructif pour la promotion et la protection des droits humains particulièrement en tant qu'organe consultatif pour les autorités publiques ou en tant qu'organe spécifique de protection des droits humains, de diffusion d'informations et d'éducation sur les droits de l'Homme.

La création d'une institution nationale des droits humains, notamment sous la dénomination de " Commission nationale des droits Humains " (CNDH) est donc essentielle pour une meilleure protection et une meilleure promotion des droits humains au Burkina Faso.

### 2.3. L'Observatoire national des droits Humains (ONDH)

Un Observatoire des droits humains pourrait être créé au niveau de l'université, particulièrement de l'UFR/Sciences juridiques et politiques. Ce mécanisme d'alerte pourrait attirer l'attention des pouvoirs publics sur les cas de violations des droits humains ou des situations susceptibles de déboucher sur des violations de droits humains, et proposer des correctifs tant au niveau des textes que des pratiques.

Il s'agit d'un laboratoire d'analyse des grandes questions de sauvegarde des droits humains au Burkina Faso.

### 2.4. La collaboration avec les mouvements et associations de défense des droits humains

L'exécution du présent plan d'orientation et d'action pourrait se faire en coopération avec les mouvements et associations œuvrant dans le domaine des droits humains. Ces acteurs non gouvernementaux peuvent constituer des sources précieuses d'informations pour les pouvoirs publics et des interfaces privilégiées entre les pouvoirs publics et les citoyens.

Il importera donc de les associer, autant que faire se peut, aux actions entreprises et, le cas échéant, de mettre en place des mécanismes, institutionnels ou autres, de concertation entre les acteurs étatiques et les acteurs non gouvernementaux.

## II. Les programmes opérationnels

La réalisation du plan d'action dépendra de la conception et de la mise en œuvre de programmes opérationnels visant des objectifs précis, prévoyant des actions spécifiques envisagées sur des périodes à court et moyen termes et organisés selon un calendrier d'exécution précis.

A cet effet, les programmes opérationnels tiendront dûment compte des objectifs généraux du présent plan d'orientation et d'actions et s'articuleront autour de certains axes prioritaires.

### 2.1. Objectifs généraux des programmes opérationnels

Les programmes opérationnels sont déterminés à partir des axes prioritaires et des stratégies d'intervention ci-dessus définis. En tout état de cause, ils devront répondre à l'un ou l'autre objectif suivant : la protection des droits humains et la promotion de ces droits.

## 2.2. Programmation physique des actions

Les programmes opérationnels du SEPDH doivent permettre la jouissance effective des droits humains par les citoyens et / ou favoriser la promotion des droits humains dans le pays. Pour ce faire, ils devront impérativement comprendre une ou plusieurs mesures concrètes de nature à favoriser la réalisation des objectifs ci-dessus définis.

Les mesures de protection et de promotion des droits humains envisagées par le SEPDH s'articulent autour de mesures législatives et réglementaires, de mesures d'information et de documentation, ainsi que de mesures d'éducation et de formation. D'autres mesures de nature diverse pourront, le cas échéant, les compléter ou les prolonger.

---

Politique de promotion des droits humains

## INTRODUCTION GENERALE

Les droits de l'Homme sont les droits dont disposent toutes les personnes, en vertu de leur condition humaine, pour vivre libres et dans la dignité. Ils sont universels, inaliénables et indivisibles.

La protection et la promotion de ces droits fondamentaux de la personne humaine sont devenues, aujourd'hui, un défi majeur pour toutes les sociétés. En effet, le respect de la vie, de la liberté et de la dignité de l'être humain, ainsi que son épanouissement dans un environnement pacifique et sécurisé, sont considérés, de nos jours, comme des valeurs universelles auxquelles aspirent tous les peuples du monde.

Le Burkina Faso s'est engagé dans l'œuvre de construction d'un Etat de droit qui implique la soumission de l'ensemble des institutions à la loi, la séparation des pouvoirs, le libre exercice des droits humains et des libertés fondamentales, ainsi que l'égalité devant la loi des citoyens, femmes et hommes.

Depuis l'entrée en vigueur de la Constitution du 02 juin 1991, le respect et la promotion des droits humains n'ont cessé d'acquérir une importance fondamentale au Burkina Faso, aussi bien pour les dirigeants politiques que pour les citoyens et les étrangers vivant sur notre territoire national.



Le concept de développement humain, à la fois finalité et processus, exige de l'Etat une approche qui va au-delà de la simple énonciation des droits, pour travailler à leur application concrète. Cela nécessite de développer une culture démocratique et des droits humains, de s'engager résolument en faveur de ces droits, et de se donner les moyens de les réaliser.

Le Burkina Faso, fidèle à ses traditions culturelles et ouvert à l'évolution du monde, a signé et ratifié la plupart des accords internationaux et régionaux de protection des droits de l'Homme, tels que les Pactes internationaux des Nations Unies relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que la Convention contre la torture, la Convention relative aux droits de l'enfant et celle portant sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, ainsi que la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples. La consécration, par la Constitution du 02 juin 1991, des droits et devoirs fondamentaux de la personne humaine au Burkina Faso traduit la volonté du pays de donner un contenu concret aux engagements internationaux souscrits et d'assurer aux personnes vivant sur le territoire burkinabè des garanties juridiques efficaces pour la sauvegarde de leurs droits fondamentaux.

Le département ministériel chargé de la promotion et de la protection des droits humains doit donner une suite à cette politique nationale en dégagant les grands axes de l'action de l'Etat en cette matière. Ces axes directeurs doivent cependant tenir compte de certains principes fondamentaux.

## I - L'ETAT ET LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS

L'Etat est, au premier chef, concerné par la réalisation de tous les droits humains – civils, culturels, économiques, politiques et sociaux – de ses citoyens. Il en est comptable en premier lieu. La défense des droits humains ne saurait être le monopole de groupes privés, aussi actifs et désintéressés soient-ils.

### 1.1. L'Etat, garant du respect des droits humains

Dans le but de consolider le processus démocratique, le gouvernement a adopté un plan national de bonne gouvernance en octobre 1998. La gouvernance démocratique s'entend de l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative garantissant la participation populaire, la stabilité politique, le développement institutionnel et le respect des droits humains. La protection et la promotion des droits humains constituent donc un axe important dans l'action d'édification d'un Etat de droit démocratique. Elles ne sont nullement incompatibles avec l'action gouvernementale. Le développement humain et la réalisation des droits humains sont indissociablement liés, et l'accès à l'éducation de base, aux services de santé, au logement et à l'emploi est un droit humain fondamental aussi essentiel que les droits civils et politiques.

Certes, la promotion et la défense des droits humains ont été, pendant longtemps, considérées, dans notre pays et dans bien d'autres pays africains, comme l'apanage des seuls acteurs non gouvernementaux en lutte face à la puissance publique omnipotente. A cet égard, la multiplication des acteurs non gouvernementaux de défense des droits humains semblait laisser apparaître une certaine opposition entre les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques.

Dans un pays économiquement pauvre et dépourvu de ressources naturelles et technologiques importantes, la principale priorité de l'Etat semblait être le développement économique, lequel devait conditionner l'action de l'Etat. Ce faisant, les autorités publiques avaient abandonné le champ de la défense des droits humains aux seuls acteurs de la société civile.

Il convient de rappeler que, loin de s'opposer, les exigences du développement économique et celles de la protection des droits humains sont intimement liées. Aucun développement économique véritable ne peut s'opérer sans un épanouissement de la personne humaine, qui doit être en réalité la finalité de toute action de développement. Développement économique et protection des droits humains sont donc indissociablement liés. L'Etat, comptable du respect de la vie de ses citoyens et des personnes relevant de sa juridiction, est le premier garant du respect des droits humains sur l'ensemble de son territoire.

Une telle mission ne peut être réalisée sans une collaboration permanente avec les acteurs privés de défense des droits humains. Il s'avère donc nécessaire d'engager le dialogue permanent avec les acteurs non gouvernementaux pour une action concertée, et une collaboration dans le respect mutuel de l'autonomie de chaque acteur.

## 1.2. L'Etat, acteur de la promotion des droits humains

Les droits civils et politiques sont, par leur nature, opposables à l'Etat qui doit s'abstenir d'y porter atteinte ; en revanche, les droits économiques, sociaux et culturels requièrent de la part de l'Etat une action positive tendant à les promouvoir et à en faciliter la jouissance par tous les citoyens.

D'une manière plus générale, la jouissance effective par les citoyens des droits humains fondamentaux qui leur sont reconnus par la Constitution et par les principaux instruments internationaux applicables suppose la mise en place d'un cadre juridique, politique et institutionnel, ainsi que l'aménagement d'un environnement économique, social et culturel favorables au respect de ces droits.

Cette tâche essentielle de promotion des droits humains, inséparable de la protection de ces droits, incombe en priorité à l'Etat qui s'en acquitte à travers l'adoption de mesures juridiques, politiques, institutionnelles, éducationnelles ou autres susceptibles de favoriser la connaissance et la compréhension des droits humains par les citoyens et par les institutions nationales et de faciliter l'enracinement d'une culture de la paix et des droits humains au Burkina Faso.

Dans l'accomplissement de cette tâche, l'Etat peut s'appuyer sur les mouvements et associations de promotion et de défense des droits humains, dont l'action en la matière, au cours des dernières années, a permis l'émergence d'une prise de conscience nationale sur la valeur des droits humains en général, et sur la

nécessité de leur promotion au Burkina Faso, en particulier.

Il apportera, dans toute la mesure du possible, son appui et son soutien aux mouvements et associations oeuvrant pour la protection et la promotion des droits humains au Burkina Faso, en particulier dans les zones rurales et urbaines.

Dans cette perspective, l'Etat burkinabé privilégiera l'éducation, la sensibilisation et l'information des citoyens sur toutes les questions relatives aux droits humains, en rapport avec les traditions culturelles des populations et les exigences d'un Etat de droit moderne et démocratique et en accord avec les engagements internationaux régulièrement souscrits aux plans régional et international.

## II – LES GRANDS AXES DE LA POLITIQUE DE L'ETAT EN MATIERE DE DROITS HUMAINS

Deux axes majeurs orienteront l'action de l'Etat en matière de droits humains au Burkina Faso : la protection des droits humains et la promotion de ces droits.

### 2. 1. La protection des droits humains

La protection des droits humains suppose que l'Etat offre à tous ses citoyens et aux étrangers vivant sur son territoire toutes les garanties juridiques, administratives, politiques et sociales nécessaires à la jouissance effective des droits qui leur sont reconnus par la Constitution et les Conventions internationales pertinentes applicables au Burkina Faso. A cet égard, s'il est indéniable que l'Etat burkinabé offre déjà certaines garanties juridictionnelles et non juridictionnelles de sauvegarde des droits humains, ces garanties ne sont pas toujours efficaces et méritent d'être renforcées.

Par ailleurs, l'amélioration de la jouissance des droits humains dans notre pays exigera l'adoption de mesures nouvelles favorables à l'épanouissement de ces droits.

#### 2.1.1. Le renforcement des garanties existantes

Le Burkina Faso se veut un Etat de droit, démocratique, laïc et unitaire, soucieux d'assurer sa stabilité et sa prospérité et d'offrir aux personnes vivant sur son territoire les conditions appropriées pour la jouissance effective de leurs droits. Dans ce sens, il met à la disposition de ses citoyens et des personnes vivant sur son territoire un cadre normatif et un cadre institutionnel visant à assurer la reconnaissance et l'effectivité des droits humains essentiels.

La jouissance effective des droits humains consacrés par la Constitution et les accords et traités internationaux suppose la possibilité donnée aux citoyens d'accéder à des voies de recours juridictionnel et non juridictionnel appropriées pour faire respecter leurs droits et, le cas échéant, pour obtenir réparation des préjudices subis du fait de violations de leurs droits.

L'Etat burkinabé offre déjà à cet effet des garanties juridictionnelles et non juridictionnelles qui doivent être renforcées dans la perspective d'une amélioration de la protection et de la promotion des droits humains.

Une réforme globale et sectorielle de la justice a été entamée en vue notamment de garantir une véritable indépendance de la justice et des juges, de faciliter et d'élargir l'accès des citoyens à la justice pour faire valoir leurs droits, y compris celui des personnes indigentes et défavorisées, de promouvoir une justice de proximité et de faire du juge le principal garant du respect des droits humains fondamentaux, conformément aux dispositions de l'article 125 de la Constitution.

Cette réforme sera accompagnée d'une formation adéquate des personnels judiciaires et des officiers de police judiciaire, d'une réforme du système pénitentiaire et de la politique pénale pour tenir compte des exigences de nos engagements internationaux et des standards internationaux contemporains en matière pénitentiaire et pénale.

Les garanties non juridictionnelles, en particulier, les garanties administratives, politiques et sociales et les divers mécanismes de médiation et autres formes de transactions sociales devront être renforcées.

Le renforcement du cadre institutionnel de garantie des droits humains requiert à la fois une action positive de l'Etat et une concertation permanente entre les pouvoirs publics et les acteurs non gouvernementaux oeuvrant dans le domaine des droits humains. A cet égard, l'Etat œuvre à faciliter le dialogue et à favoriser la concertation avec toutes les organisations non gouvernementales régulièrement établies au Burkina Faso et agissant dans le respect des lois et des institutions républicaines.

## 2. 1. 2. La mise en place de garanties nouvelles

Le Burkina Faso, fidèle à ses engagements internationaux, est disposé à prendre toutes les mesures appropriées pour donner effet aux dispositions des conventions internationales qu'il a régulièrement signées et ratifiées en matière de protection et de promotion des droits humains. A cet effet, le Gouvernement prendra toutes les dispositions nécessaires pour faire adopter, en tant que de besoin, les textes législatifs ou réglementaires exigés par l'application des conventions ratifiées. Il prendra également les mesures institutionnelles nécessaires à la jouissance effective des droits conventionnellement protégés.

L'action de l'Etat en matière de protection des droits humains suppose une bonne information des structures

étatiques sur l'état de ces droits sur l'ensemble du territoire national et implique une collaboration permanente avec les acteurs non étatiques de défense des droits humains.

La création d'un observatoire national des droits humains et d'une Commission nationale des droits humains permettra une adaptation de l'action de l'Etat aux besoins des citoyens.

## 2. 2. La promotion des droits humains

Conscient de sa situation de sous-développement, caractérisée par le niveau bas des revenus des populations, l'importance récurrente de l'analphabétisme et le poids de certaines traditions, l'Etat burkinabè place la promotion des droits humains parmi ses actions prioritaires. Il s'efforce de mettre en place les conditions socio-politiques et économiques nécessaires à la jouissance effective des droits humains fondamentaux tout en mettant un accent particulier sur l'éducation des citoyens aux droits humains.

### 2.2.1. La mise en place des conditions de jouissance des droits humains

#### Les conditions politiques

Le Burkina Faso met en œuvre les principes de la séparation des pouvoirs, du pluralisme politique et des élections démocratiques. Le Président du Faso, garant de l'unité nationale et de la stabilité des institutions républicaines, est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.

Le Parlement est composé de deux chambres : l'Assemblée nationale et la Chambre des Représentants, appelées à contribuer à l'élaboration et à l'adoption des lois nécessaires à la jouissance des droits humains.

Quant au pouvoir judiciaire, son indépendance est consacrée par la Constitution dont l'article 125 fait de lui le " gardien des libertés individuelles et collectives " appelé à veiller " au respect des droits et libertés ".

D'autres institutions ou autorités politiques et administratives accompagnent cette construction démocratique, en l'occurrence, le Conseil économique et social (C.E.S.), le Conseil supérieur de l'Information (C.S.I.) et le Médiateur du Faso.

En pratique, plusieurs partis politiques animent la vie politique nationale et compétissent librement aux

échéances électorales (présidentielles, législatives et municipales).

Ce processus démocratique engagé en 1991 doit se poursuivre, tout en approfondissant le rôle de protection des droits humains assigné aux institutions républicaines, en associant les partis d'opposition à la gestion du pouvoir d'Etat et en favorisant la gouvernance démocratique.

## Les conditions sociales

Soucieux de la préservation de son unité et de sa stabilité, l'Etat burkinabè s'efforce d'assurer aux populations vivant sur son territoire protection, paix et sécurité. Les forces armées nationales, les forces de police et de sécurité ont pour principale mission de protéger les citoyens contre les atteintes à leurs droits fondamentaux, tout en veillant au respect des institutions républicaines. Elles doivent être les premiers garants de la paix sociale qui est indispensable à la jouissance des droits fondamentaux de tous les citoyens.

## Les conditions économiques

La Constitution reconnaît aux Burkinabè aussi bien des droits civils et politiques que des droits économiques, sociaux et culturels. L'Etat a la charge de créer les conditions nécessaires pour la jouissance de tous ces droits. Il lui revient de créer les infrastructures scolaires, sanitaires et économiques indispensables à la jouissance du droit à l'éducation, du droit à la santé, du droit au travail, du droit au logement et des autres droits économiques, sociaux et culturels.

Le grand défi auquel fait face le Burkina Faso est la réduction du niveau de pauvreté de ses populations. Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) adopté par le gouvernement vise à “concilier les nécessités de réformes structurelles et le redressement de l'économie aux objectifs d'accroissement des revenus des pauvres et de transferts aux plus démunis”.

L'Etat s'acquitte de cette tâche en collaborant avec le secteur privé et les partenaires au développement.

### 2.2.2. L'éducation aux droits humains

Considérant que la promotion des droits humains passe nécessairement par celle d'une citoyenneté éclairée et responsable, le gouvernement burkinabè s'engage à développer un esprit de tolérance et à promouvoir la culture démocratique dans toutes ses dimensions, afin de sensibiliser, par l'éducation et la formation, les responsables publics, l'ensemble des acteurs de la vie politique et tous les citoyens aux exigences éthiques de la démocratie et des droits humains. Les axes directeurs de cette action de l'Etat seront :

## L'information des citoyens

Il appartient à l'Etat, en collaboration avec tous autres partenaires, de veiller à l'information des citoyens sur le contenu et la portée de leurs droits, afin qu'ils soient des citoyens responsables, aptes à défendre leurs propres droits et à prendre pleinement part à la vie de la nation. Tous les organes d'information publics et privés seront sollicités pour cette action.

Cette action doit viser en priorité les populations des milieux ruraux défavorisés. Un accent particulier sera mis sur l'approche genre et sur la promotion des droits catégoriels.

## La formation des citoyens

L'enracinement d'une véritable culture démocratique et de respect des droits humains doit être une priorité constante de l'Etat. Dans cette perspective, l'Etat met tout en œuvre pour éduquer le plus grand nombre possible de citoyens aux valeurs et principes fondamentaux des droits humains. Son action dans ce domaine doit être planifiée à moyen et à long termes et viser principalement la jeunesse et, le cas échéant, des groupes cibles. Pour ce faire, le système éducatif national intégrera dans les programmes des différents niveaux d'enseignement l'éducation aux droits humains.

## La mobilisation des citoyens

L'action de l'Etat pour la promotion des droits humains ne peut être efficace sans une mobilisation conséquente des populations directement concernées. A cet égard, il importera non seulement d'encourager les associations et autres groupements agissant pour la promotion des droits humains, mais en outre d'organiser de vastes campagnes de mobilisation pour lutter contre toutes pratiques attentatoires aux droits fondamentaux de la personne humaine.

## III - LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ACTION DE L'ETAT EN MATIERE DE DROITS HUMAINS

Dans son action pour la promotion et la protection des droits humains, l'Etat burkinabé se conforme aux principes et règles suivants :

### 3.1. Le respect de l'Etat de droit et des institutions républicaines

L'Etat s'engage à :

respecter et à garantir aux individus se trouvant sur son territoire ou relevant de sa compétence les droits reconnus par les textes en vigueur, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique, de fortune ou de naissance, conformément aux exigences d'un Etat de droit ;

assurer le droit égal des hommes et des femmes de jouir de tous les droits civils et politiques et dans toute la mesure possible, de tous les droits économiques, sociaux et culturels reconnus par la Constitution et les lois en vigueur ;

prendre, en accord avec les dispositions constitutionnelles, législatives et conventionnelles applicables, les arrangements et mesures d'ordre législatif ou autres, propres à donner effet aux droits reconnus ;

garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus par les textes en vigueur auront été violés disposera d'un recours utile, quant bien même la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ;

garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre autorité compétente selon la loi, statuera sur les droits de la personne qui forme le recours et que des possibilités de recours juridictionnel seront aménagées ;

garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours utile contre les auteurs de violations des droits humains, quelle que soit leur qualité, en vue d'en obtenir réparation.

La jouissance des droits et libertés reconnus par les textes en vigueur s'effectue dans le strict cadre de l'Etat de droit et dans le respect des lois et institutions républicaines.

### 3.2. Le respect et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels

et les capacités de l'Etat

L'Etat burkinabé s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans les textes en vigueur, par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives, administratives et financières.



Compte tenu de l'état des droits humains et de son économie nationale, il détermine dans quelle mesure il garantira les droits économiques, sociaux et culturels.

### 3.3. La jouissance des droits et le respect des droits d'autrui

L'Etat garantit la jouissance égalitaire des droits individuels et collectifs reconnus par les textes en vigueur. Nul ne peut exercer ses droits au détriment des droits d'autrui.

Aucune disposition législative, constitutionnelle ou conventionnelle ne peut être interprétée comme impliquant, pour un individu ou un groupe d'individus, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus aux autres citoyens ou à la dégradation des biens et monuments publics.

### 3.4. L'exercice des droits et le respect de l'unité nationale

et de l'intégrité territoriale

Conformément à l'article 31 de sa Constitution du 11 juin 1991, le Burkina Faso est un Etat démocratique, unitaire et laïc, organisé sous la forme républicaine. Il ne peut tolérer des activités ni accepter des actes tendant à remettre en cause son unité nationale et son intégrité territoriale.

Les droits et libertés individuels et collectifs reconnus par les textes en vigueur doivent être exercés dans le respect de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale.

Aucune disposition législative, constitutionnelle ou conventionnelle ne peut être interprétée comme autorisant des individus ou des groupes d'individus à organiser des activités, entreprendre des actions ou accomplir des actes susceptibles de porter atteinte à l'unité nationale, à la stabilité politique et à l'intégrité territoriale.

Les pouvoirs publics sont et demeurent garants du respect de l'unité nationale et de l'intégrité du territoire national.

### 3.5. L'exercice des droits et le respect de l'ordre public national

Le Peuple Burkinabé est un peuple épris de paix, de justice et d'égalité pour tous ses citoyens. Il tient pour essentielles les valeurs morales, spirituelles, culturelles et démocratiques qui fondent la société burkinabé.

L'Etat burkinabé est garant du respect de l'ordre public national et du maintien de la paix et de la sécurité nationales. Il assure à tous les citoyens et aux personnes vivant sur son territoire paix, protection et sécurité. A ce titre, il entreprend toutes actions susceptibles de prévenir les troubles à l'ordre public dans le respect des lois et règlements en vigueur et dans toute la mesure compatible avec les droits et libertés reconnus par les textes pour rétablir l'ordre et la sécurité. Il prend les mesures utiles pour rétablir l'ordre et la sécurité en cas de menace grave ou d'atteinte à la paix sociale.

En cas de crise nationale menaçant gravement l'ordre public ou l'indépendance de la nation et proclamée par un acte officiel, les pouvoirs publics prennent les mesures exigées par ces circonstances. A cet effet, l'exercice des libertés publiques peut être restreint par les pouvoirs constitutionnellement compétents dans la mesure nécessaire pour faire face à la situation.

## CONCLUSION GENERALE

A une époque de profonds changements qui affectent le monde entier et les Etats africains en particulier, le Burkina Faso doit s'engager résolument dans une ère nouvelle de démocratie, de paix et d'unité nationale.

Le courage des hommes et des femmes en lutte permanente pour un progrès social largement partagé, la volonté ferme du peuple burkinabè d'édifier un Etat de droit garantissant l'exercice des droits collectifs et individuels et fondé sur les valeurs fondamentales d'égalité, de paix et de justice, son attachement profond aux droits fondamentaux de la personne humaine, ainsi qu'aux valeurs de la démocratie et du progrès doivent conduire la nation à dépasser ses contradictions internes.

Il appartient aux gouvernants de réaliser les espérances et les attentes du Peuple par un engagement indéfectible en faveur de la démocratie et de l'Etat de droit fondé sur les droits humains et les libertés fondamentales, la justice et la paix sociale.

L'Etat a la responsabilité première de protéger et de promouvoir les droits humains. Mais le respect de ces droits n'est pas du seul devoir des gouvernants. Il est également le devoir de chaque citoyen.

La présente déclaration de politique générale des droits de l'Homme guidera l'action de l'Etat et des pouvoirs publics vers la réalisation de ces objectifs.